

Le monde en 1914 : une première mondialisation

1

Carte

Le monde en 1914 : ébauche d'une «première» mondialisation

➔ *Voir page suivante*

Le monde en 1914 : ébauche d'une "première" mondialisation

I L'Europe : centre de gravité du "système-monde" (O. Dollfus)

1 "épicerie" des migrations internationales

← — — — — —
 de 1840 à 1914, 60 millions d'émigrés s'expatrient vers le "Nouveau Monde" (surtout vers les USA : 34 millions)

2 réalise les 2/3 du commerce mondial

— — — — — principales routes maritimes



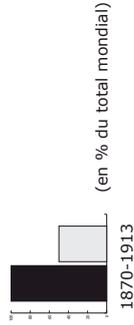
principaux canaux (Suez achevé en 1869, Panama achevé en 1914)

3 contrôle 95% de la surface du globe (épogée de l'impérialisme colonial)



R.U. : un "Empire où le soleil ne se couche jamais" (29,8 millions de km², 400 millions d'habts)

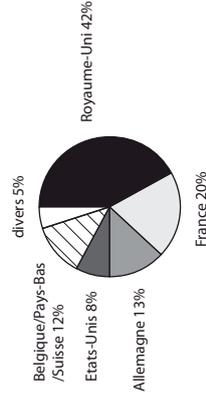
4 la production industrielle : évolution et recomposition



II Le triomphe de la "société de marché généralisé" (K. Polanyi)

1 IDE : quelle répartition ?

Proportion du stock mondial de capitaux fournis (en % du total mondial)



2 IDE : quelles destinations ?

Zones réceptrices de capitaux en 1913 (en % du total mondial)



3 le R.U assume son statut d' "économie-monde" (F. Braudel)

📍 la "City" (lieu de tous les fixings et cotations des matières premières de base)

III De nouveaux acteurs de plus en plus significatifs

1 les USA : une économie émergente



première puissance industrielle (troisième nation commerçante)



Ford : "laboratoire" du capitalisme moderne

2 le Japon : une conquête de l'Asie Pacifique amorcée



1,27 % du commerce mondial



les "pays neufs"

4 des résistances qui se manifestent dès 1880 sans remettre en cause la "bonne conscience" de l'Europe



essor des mouvements nationalistes (pacification nécessaire)

Questions : quoi ? qui ?

Économie-monde

Pour Fernand Braudel et Immanuel Wallerstein, à chaque fois que l'on peut identifier un centre du commerce à partir duquel s'organisent les échanges, le système de relations commerciales qui s'établit autour d'un tel pôle est appelé économie-monde. Trois conditions sont à remplir :

- un espace géographique qui tend à s'élargir ;
- un centre représenté par une ville ;
- des zones d'influence successives car l'économie-monde organise une division internationale du travail (voir chapitre 4 pour la définition de la DIT).

Comme le résume fort bien Fernand Braudel : « Au centre de l'économie-monde se loge toujours fort, agressif, privilégié, un État hors-série craint et admiré à la fois. C'est le cas de Venise au XV^e siècle, de la Hollande au XVII^e siècle, de l'Angleterre au XVIII^e siècle et plus encore au XIX^e siècle, des États-Unis aujourd'hui. »

Colonisation

Territoire dominé et administré par un autre pays (métropole) et qui en dépend sur le plan économique, diplomatique et militaire. La colonie n'a aucun droit, aucune liberté, peu d'autonomie (sauf les *Self-governing Colonies*) et ses habitants n'ont pas les mêmes droits que les habitants de la métropole. Avec l'industrialisation, la colonisation prend une allure et une intensité jamais rencontrée auparavant. En fait, il convient de parler de deux colonisations ; la première qui débute au XVI^e et s'achève au XVIII^e siècle, la seconde qui lui succède et qui se termine au milieu du XX^e siècle.

Les théories explicatives au sujet de la colonisation se divisent en deux groupes :

- celles qui admettent un primat absolu des facteurs économiques : les colonies furent acquises pour l'enrichissement qu'il s'agisse de celui de quelques groupes capitalistes ou des gouvernements au sujet de l'enrichissement de la nation ;
- celles qui considèrent que l'explication économique est moins importante que l'explication politique : désir de prestige, de puissance, volonté d'acquérir des bases d'expansion ou de déploiement stratégique.

L'interprétation économique la plus large, a été défendue par l'historien Charles-André Julien (*L'Impérialisme colonial et les rivalités internationales*, 1947) : « L'impérialisme colonial est une des formes de l'impérialisme économique. Cet impérialisme est proprement économique parce qu'il tire ses raisons profondes non pas d'intérêts politiques mais d'intérêts économiques. » Ainsi, l'annexion du Cameroun a été désirée par Adolf Woermann, important négociant de Hambourg qui a correspondu avec Bismarck pour le convaincre de cette nécessité ; bien mieux, il a préparé avec lui la mission Nachtigal afin de préparer cette annexion.

La théorie de l'impérialisme que les marxistes lient à l'économie n'implique pas, pour d'autres auteurs, cette liaison. Ainsi, William Langer dans son ouvrage *The Diplomacy of Imperialism* (1935) définit ainsi l'impérialisme : « Autorité ou contrôle, politique ou économique, direct ou indirect, d'un État, d'une nation ou d'un peuple, sur des groupes similaires ; pour mieux dire, le besoin ou la tendance à établir une telle autorité ou un tel contrôle. »

L'impérialisme désigne davantage l'exploitation économique d'un pays qu'il soit colonisé ou pas par un autre pays économiquement plus avancé.

Industrialisation

Les historiens des techniques parlent pour cette période d'une « seconde industrialisation », expression préférable à celle de seconde révolution industrielle qui indique une mutation brutale alors qu'il s'agit de transformations affectant des produits, des espaces, des procédés sans remise en question des éléments de la première industrialisation. Bertrand Gille a recours au concept de « système technique » pour expliquer le passage de la première à la seconde industrialisation. Défini par la « cohérence entre de multiples techniques dépendantes les unes des autres », chaque système se heurte à des limites structurelles qui laissent place à un autre système.

La croissance industrielle est impossible sans un niveau élevé d'investissement industriel. Historiquement, l'investissement tombe à un niveau très bas en Angleterre avant 1914 (5,9 % en 1913). C'est le signe d'un mode de croissance où le Royaume-Uni ne fait plus guère que renouveler ses équipements. Le taux d'investissement en Allemagne à la même époque est de 18 %. C'est également le témoignage d'une Angleterre qui « reste engluée dans la structure désuète de la première industrialisation » (Eric Hobsbawm). La croissance démographique est également un facteur de la croissance industrielle. Les effets de l'accroissement naturel sur l'industrialisation sont néanmoins complexes. Ils jouent en termes de demande de produits industriels comme en termes de motivation générale de la propension à travailler. Ainsi, le maintien d'un taux de natalité élevé permet-il d'offrir à l'industrie la possibilité d'employer des classes pleines c'est-à-dire des classes dont le profil d'emploi est plus jeune. Dans un pays comme l'Allemagne, on ne peut pas perdre de vue le fait que les dernières « classes pleines » (celles de 1910) correspondent en 1950 à des adultes de 40 ans qui ont devant eux encore 20 ans d'activité et qui ont joué un rôle décisif dans le miracle allemand. Les effets de l'accroissement naturel ne suffisent pas à rendre compte de l'offre de travail. En effet, l'immigration peut compenser les effets d'une natalité en déclin (la France fut ainsi l'un des premiers pays d'accueil avec un taux d'immigration de 3 % en 1911). L'exode rural peut aussi compenser les effets de la dénatalité ; une ressource qui n'existait plus pour l'Angleterre après 1880 car elle avait déjà vidé ses campagnes. Et, même dans un pays à forte natalité comme l'Italie du XIX^e siècle, les migrations régionales ont alimenté les industries de main-d'œuvre (c'est un « associat » selon la terminologie d'Alain Reynaud) ; ce fut le cas des Polonais dans l'Est de l'Allemagne avant 1914 ou des Irlandais dans le cas britannique avant 1921.

Première mondialisation

Titre de l'ouvrage publié en 2003 par Suzanne Berger (*Notre première mondialisation*), elle est marquée par trois ruptures par rapport aux périodes précédentes :

- jusqu'à la fin du XIX^e siècle, une grande partie de la production, de l'épargne et de la consommation échappait aux contraintes du marché (autoconsommation agricole) ;

- l'action des États se conjugait à ce faible développement de l'économie marchande pour limiter les effets des flux commerciaux sur l'économie domestique. Cette pratique existait, dès l'époque médiévale (Henri Pirenne), à l'instar de l'économie vénitienne qui visait à réguler les interactions entre commerce international et économie locale (Venise empêchait ainsi les verriers-souffleurs d'aller vendre leurs compétences à l'étranger). Surtout, les États contrôlaient les entrées et les sorties de marchandises ou de capitaux : c'est en 1819 qu'une loi restreint pour la première fois les importations de céréales en Grande-Bretagne ;
- la troisième distinction concerne la nature des acteurs impliqués. En effet, jusqu'au milieu des années 1850, les échanges internationaux étaient concentrés dans les mains d'un nombre restreint de familles (les maisons de Haute Banque comme les Rothschild, les Baring ou les Hope). Tout change au milieu du XIX^e avec la prise en mains du marché des capitaux par des banques de dépôt... Tout confirme donc, au milieu du XIX^e, le triomphe de ce que Karl Polanyi (*La Grande Transformation*, 1944) appelle « la société de marché généralisée ».

Le Royaume-Uni, économie-monde à la veille de la Première Guerre mondiale

Incontestablement, en 1914, le Royaume-Uni est au centre de la division internationale du travail. Avec près de 400 millions d'habitants, son empire colonial absorbe 40 % de ses exportations. Son rôle en tant que puissance maritime (70 % du tonnage mondial en 1870) et sa place dans les réseaux de télégraphe (250 000 km de câbles) lui assurent un leadership géopolitique bien résumé par Théophile Delcassé : « Les nouvelles de l'Angleterre sont répandues dans tout l'univers, la voix sous-marine se met à parler mais comme un agent politique s'attachant à ne mettre en lumière que les événements favorables à son pays. » L'expansion des capitaux contribue aussi au rayonnement extérieur du Royaume-Uni (entre 40 et 50 % des capitaux placés à l'étranger). Ceux-ci sont placés soit sous forme de prêts aux États (Russie, Égypte) soit investis directement dans des sociétés minières ou des entreprises industrielles. Or, à la veille de la Première Guerre mondiale, cette économie-monde est de plus en plus concurrencée. Elle ne possède pas la source d'énergie de la seconde industrialisation, le pétrole ; elle manque de métaux eu égard à l'épuisement des gisements de fer. Par ailleurs, le drainage de l'épargne anglaise vers les placements extérieurs par la City a certes permis d'équilibrer les paiements extérieurs mais a privé l'industrie des capitaux nécessaires à la modernisation des équipements productifs. Enfin, la croissance des salaires de 40 % entre 1870 et 1900 érode la compétitivité-prix de ses exportations. Ce déclin de l'économie-monde anglaise n'est que relatif : les premières firmes multinationales sont britanniques : Dunlop et Lever dans la Chimie, Shell (1907) associée à la Royal Dutch hollandaise, l'Anglo-Persian Oil (1909), la Mexican Eagle (1910) dans le pétrole. Le Royaume-Uni demeure le premier banquier du monde. Londres et son rayonnement international comme centre de redistribution de marchandises et comme place financière dominante (185 millions de livres en 1913 pour les flux d'investissements) rassurent les Britanniques fiers d'un Empire de 30 millions de km².

Faits et problématiques

Le monde en 1914 : quelles hiérarchies ?

Lorsqu'elles entrent dans le dernier quart du XIX^e siècle, les économies occidentales ne sont pas toutes au même stade dans leur processus de développement. L'industrialisation a commencé depuis près d'un siècle pour le Royaume-Uni alors que d'autres États comme les États-Unis ou l'Allemagne connaissent un démarrage certes plus tardif mais surtout plus rapide si bien qu'en 1914, les écarts initiaux sont comblés. De même, le capitalisme a déjà entamé sa mutation de capitalisme industriel en capitalisme financier ; un processus lié en grande partie à l'internationalisation des économies.

1 Des rapports de force économiques déterminés par la première mondialisation et la colonisation

Les années qui précèdent la Première Guerre mondiale permettent de comprendre que la mondialisation ne constitue pas un épiphénomène. Les comparaisons entre la mondialisation contemporaine et celle de la période 1870-1914 montrent que l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord étaient engagées dans un processus similaire visant à créer un marché unique des biens, du travail et du capital. Cette première mondialisation a revêtu, selon Suzanne Berger, principalement trois formes :

- l'importance des migrations de populations hors des pays à bas salaires : Irlande et Suède perdirent ainsi jusqu'à 10 % de leur population. Au total, 55 millions d'Européens s'installèrent dans le Nouveau Monde ;
- le développement des investissements directs : entre 1887 et 1913, le volume des investissements français à l'étranger représente environ 3,5 % de son revenu national ;
- le développement des exportations (malgré la montée des barrières protectionnistes).

En outre, avec l'industrialisation, la colonisation prend une extension et une intensité jamais rencontrées auparavant de sorte qu'en 1913, et sans tenir compte de la Chine qui était sous domination européenne, l'Empire colonial européen comptait près de 600 millions de personnes soit trois fois plus que la population du continent européen. Vers 1760, la population du domaine colonial européen se montait à 27 millions de personnes. Vers 1830, il est huit fois plus peuplé (soit 205 millions de personnes). Son extension se poursuit après cette date : entre 1830 et 1913, la superficie des colonies est multipliée par 6,5 et sa population par 3. Pour éviter que le *rush colonial* ne conduise à la guerre, les principaux gouvernements se réunissent à Berlin. C'est là qu'apparaît le concept de « sphère d'influence » où les terres revendiquées devaient être sous contrôle actif c'est-à-dire militaire (*Uti Possidetis*). Des traités plus précis sont ensuite conclus entre les puissances européennes (249 traités conclus entre la France et le Royaume-Uni entre 1882 et 1908). Malgré tout, les crises sont nombreuses : Fachoda en 1898, Tanger en 1905, Agadir en 1911.

2 Un système économique mondial traversé par des recompositions

L'Histoire multiséculaire de la croissance économique repose sur une succession chronologique de pays meneurs :

- Pays-Bas au début du XVII^e siècle à la fin du XVIII^e siècle ;
- Royaume-Uni de 1780 à 1880 ;
- États-Unis de 1880 à nos jours.

Dans cette perspective, les années 1880-1910 correspondent à la fois à une nouvelle industrialisation, à une accélération du progrès technique et à la substitution des États-Unis au Royaume-Uni comme meneur. Jusqu'en 1870, l'avance britannique est incontestable (un tiers du PIB mondial à cette date). Cette puissance repose principalement sur trois facteurs :

- l'avance technologique acquise à la fin du XVIII^e siècle ;
- la poursuite de la révolution agricole ;
- la croissance démographique puisque sa population a été multipliée par trois entre 1750 et 1850.

Pourtant, à la fin du XIX^e siècle, l'Angleterre commence à accumuler les handicaps :

- elle subit la concurrence croissante des industries étrangères ;
- son effort d'accumulation du capital se révèle insuffisant. En effet, son taux d'investissement (formation brute de capital fixe/PIB) tombe à un niveau très bas avant la Première Guerre mondiale (6,6 % en 1896 et 5,9 % en 1913 contre 18 % pour l'Allemagne). On peut y voir le signe évident d'un mode de croissance dans lequel le Royaume-Uni ne fait plus guère que renouveler ses équipements ;
- sa structure productive est marquée par la faiblesse d'innovations majeures qui proviennent désormais des États-Unis ou de l'Allemagne ;
- la surévaluation du sterling handicape ses exportations car, en effet, jusqu'en 1913, il conserve sa parité de 1816 alors que sa suprématie industrielle n'est plus aussi évidente.

Le mal britannique (*British Disease*) se lit à travers la brochure de Williams parue en 1896 (*Made in Germany*) ou à travers le poème *Recessional* que Kipling avait publié en 1897 dans le *Times of London* et dans lequel il écrivait : « Toute notre grandeur d'antan évoque Ninive et Tyr. »

La puissance britannique se trouve dépassée par de nouveaux concurrents

L'Allemagne devient rapidement une grande puissance commerciale puisqu'elle se place en 1914 au second rang mondial derrière le Royaume-Uni (les entreprises créent des filiales de commercialisation et n'hésitent à envoyer à l'étranger des commis-voyageurs). En 1914, elle assure 15 % de la production industrielle mondiale. C'est le premier producteur mondial d'engrais, de colorants et de produits pharmaceutiques, une position défendue par les géants de la chimie, BASF, Bayer et Hoechst. Ses industries électriques fournissent 30 % de la production mondiale avec des firmes comme AEG ou Siemens. Dans ces conditions, il est évident que l'Allemagne soit la championne de la croissance européenne. Et, bien sûr, à la puissance politique s'ajoutent fin XIX^e, avec la *Weltpolitik*, l'affirmation d'un nationalisme offensif et la volonté d'hégémonie politique en Europe.